

France : encore des statistiques accablantes.

Posté le : 10 août 2017 09:01 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Economie et politique

Les résultats du commerce extérieur pour juin viennent d'être publiés. Ils sont dramatiques. La France a vu son déficit commercial monter à 4.7 milliards d'euros. Sur les six premiers mois de l'année, le cumul des déficits est de 34,3 milliards. La hausse est de 50 % sur l'année dernière. Depuis les mesures Jospin-Aubry de la fin du siècle dernier, la France a totalement perdu sa compétitivité ; Pas une année à l'équilibre ou en excédent ; En 20 ans près de 1 000 milliards de déficits, c'est-à-dire de besoin de devises qu'il a fallu emprunter, d'assèchement de la demande nationale, des capitaux qui partent à l'étranger, de pression sur le système bancaire, de pression sur l'emploi. Cette perte de substance correspond à presque une année de valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand.

Inutile de chercher loin les bénéficiaires : pour l'essentiel la Chine et l'Allemagne.

L'Allemagne a accumulé 22 milliards d'euros d'excédents en juin, 121 milliards depuis le début de l'année. Dès 2009 l'excédent dépassait 138 milliards. En 2016, il était de 252 milliards. Et l'Allemagne a dû intégrer l'économie malade de RDA pendant la période !

Rappelons que les gros déficits et les gros excédents sont théoriquement interdits dans les statuts du FMI et, en Europe, soumis à une action correctrice de Bruxelles...

La presse a largement rendu compte de ce désastre. Il manque une analyse des causes et des conséquences. Pour beaucoup d'observateurs ces écarts sont un simple épiphénomène. Les imbéciles heureux, et il y en a une flopée dans les médias de la TNT obligés de bavarder pendant des heures, ces déficits ne sont pas graves, pas plus graves que les excédents allemands. Les taux d'intérêt étant très faibles, nous finançons nos dettes sans problème. Youpi. Toute cette consommation à crédit auprès d'entreprises étrangères nous tue à petit feu sans que personne ne le réalise.

Les excédents allemands sont une autre calamité. Les banques allemandes voient leurs coffres se remplir d'une monnaie qu'elles peuvent multiplier. Mais pour en faire quoi ? Les entreprises allemandes n'ont pas besoin d'investir puisqu'elles sont déjà sur compétitives. S'agissant des soldes en euros, le gouvernement parle de remboursement de la dette d'état. Mais les excédents n'appartiennent pas à l'état. Ils sont détenus par les entreprises et déposés dans les banques. Ces capitaux vont aller à la recherche de gains en capital un peu partout dans le monde et cautionner une hausse des encours de dettes du système bancaire allemand. S'agissant des en-cours en devise non-euro, en général en dollars, le remploi local est impossible. Les devises vont donc être replacées sur leur marché émetteur, où ils vont permettre une poussée de crédits, contribuant à aggraver l'économie baudruche. Car là aussi l'argent va rechercher des plus-values à court terme.

Et susciter désormais l'ire de Trump qui considère que les déficits américains sont de la seule faute des pays en excédents.

L'irresponsabilité de facto des grandes nations vis-à-vis de leurs soldes extérieurs, est incontrôlable en régime de changes flottants comme de monnaie unique, sauf à créer des mécanismes coercitifs automatiques qui sanctionnent automatiquement les grands déséquilibres et mettent en branle les

politiques correctrices des États.

Excédents et déficits sont directement corrélés au système de change et au système financier mondial. Cette corrélation n'est jamais évoquée dans la presse, alors qu'elle est cruciale et explique l'essentiel des mécomptes de la croissance mondiale depuis 1971. Les grands déficits et les grands excédents sont le signal des dysfonctionnements des systèmes monétaires internationaux et pas seulement des forces et faiblesses respectives des économies.

La France continue de s'enfoncer dans une situation à la grecque. M. Macron est semble-t-il particulièrement heureux du résultat des « cent jours » de sa gestion. On ne trouve aucune mesure à la hauteur des déficits constatés et de leur aggravation. Supprimer aux parlementaires la possibilité d'employer des proches et de distribuer des subventions n'a pas d'impact macroéconomique. À plus long terme donner l'argent des retraités aux salariés actifs ne fera qu'aggraver les choses. Toute hausse artificielle du pouvoir d'achat est convertie en déficits extérieurs aggravés. La loi travail n'aura aucun impact notable, comme la loi El Khomry l'a bien montrée. Si l'inversion confirmée de la chaîne des droits est idéologiquement très connotée et très forte du point de vue des principes, les très minimes mesures concrètes, elles, sont certes nécessaires à long terme mais à la limite de l'effet zéro dans les prochains mois.

La vérité est plus prosaïque.

- En interne, il faut travailler plus, supprimer effectivement et massivement des emplois publics sans réelles nécessités ou à la productivité quasi nulle et que l'état réduise drastiquement sa voilure, avec une baisse massive des impôts, en commençant par l'ISF.
- En externe, il faut une diplomatie de la prospérité qui permette de supprimer les dysfonctionnements des systèmes monétaires internationaux.

Les deux actions sont corrélées puisque, sans santé interne, il est impossible d'obtenir la moindre crédibilité externe.

Macron aurait donc dû décréter dès son arrivée la fin de l'ISF et la hausse de la durée de travail partout (retour aux quarante heures, notamment dans les collectivités locales), avec une modification radicale du statut des fonctionnaires (contractualisation de tous les fonctionnaires sauf la plus haute classe de la catégorie A).

Ne l'avoir pas fait est une faute. Le temps perdu ne se rattrape jamais.